

SKIKDA/PROTECTION CIVILE

1 169 interventions
en deux mois

Le bilan bimensuel, arrêté le 23 février, de la Protection civile fait ressortir 1 169 interventions dont 308 accidents faisant 9 morts et 46 blessés.

Les pompiers dans le cadre de leurs fonctions et missions citoyennes sont confrontés à de multiples contraintes dont celle, incontestablement la plus déplorée, de la libre circulation. Ce facteur accentué par l'emplacement de l'unité principale de Hamrouche Hamoudi, distante de près de 10 km du chef-lieu de la wilaya, et de l'embouteillage monstre constaté au niveau des artères et des avenues principales de la ville de Skikda, ce qui rend difficile le déplacement des lourds camions d'intervention.

Pour y remédier et en renforcement de l'unité sise à l'EPS, le nouveau siège sera implanté à la rue Mohammed Bouguergour, (Ben Houria), en face des directions de la DLEP et de la DUC. Dans le même souci, la cité des 700 Logements abritera les



travaux de construction d'une autre unité, qui sera dénommée "unité de la ville de Skikda".

Toutes ces entraves n'ont eu raison de l'abnégation des éléments de ce corps, comme en témoigne le bilan 2006 qui énumère 9 124 interventions dont 250 accidents faisant 24 morts et 422 blessés. On enregistre durant la même période 6 100 évacuations ayant causé la mort à 61 personnes, 62 feux de forêt provoquant l'endommagement de 137,5 ha de forêt, 140,5 ha de maquis et 97,05 ha de broussaille, 104 incendies urbains, 15 industriels et 296 incendies divers. L'unité du port de Skikda

est placée en pole position en matière de nombre d'interventions effectuées, 2 796 interventions contre 2 293 pour celle de Hamrouche Hamoudi, suivent celles de Collo 1 448, Harrouche 924 Azzaba 900, Ramdane Djamel 63 interventions.

D'autre part, les statistiques liées au bilan estival signalent 1 983 interventions au niveau des plages implantées sur toute la côte de la wilaya. Le nombre de personnes sauvées de la noyade est de 913 personnes, 377 hommes, 13 femmes et 523 enfants (385 garçons et 138 filles), celui des personnes soignées sur place est de 784 per-

sonnes (362 hommes, 60 femmes et 366 enfants, 285 garçons et 81 filles), les évacuées sont estimées à 226 personnes (122 hommes, 28 femmes) et 76 enfants (65 garçons et 11 filles).

L'exposition organisée à la salle Aïssat-Idir, du 3 au 5 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la Protection civile, a été également mise à profit pour faire le point sur les cinq ans d'activité. Le bilan y afférent fait ressortir respectivement de 2002 à 2206 en nombre de morts et de blessés 22/161, 32/190, 37/214, 25/27, 24/422.

Zaid Zoheïr

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

La Maison de l'enseignant inaugurée
sans les officiels

Après environ trente ans d'inertie, les enseignants ont, enfin, eu le privilège de profiter de l'inauguration d'un édifice qui puisse au moins constituer un point de rencontre pour les membres de la famille éducative. La Maison de l'enseignant, telle qu'elle se baptise sur tout le territoire national, a été inaugurée en l'absence des autorités locales ! Selon le directeur général de la Munatec, Facih Abdelkader, l'administration nationale de la mutuelle a pu payer toutes ses dettes en cette dernière période d'épanouissement économique et qu'elle est même arrivée à acheter plusieurs sièges à travers plusieurs points du pays". Et d'ajouter qu'elle avait comme projet futuriste de construire des infrastructures sanitaires au profit des enseignants et leurs proches". Le centre a été baptisé Farès, du nom d'un héros de la Révolution algérienne qui s'est complètement distingué ainsi que ses descendants par la qualité de sa plume. Un enseignant expérimenté, membre du FLN, a été désigné directeur du centre. La bâtisse comporte plusieurs salles dont un grand espace

destiné aux conférences, vingt-et-une chambres, un restaurant et une cafétéria. "L'édifice a été équipé de manière à assurer un confort digne de ce nom pour les visiteurs", explique le directeur général.

Notons dans la foulée que le projet en question, qui était gelé depuis 1988, a vu plusieurs entreprises participer à son édification.

Saâdène Ammara

FONCIER

L'Etat doit aller jusqu'au bout

Le difficile accès aux terrains urbanisables fait jouer la spéculation à outrance. En effet, un terrain acheté auprès de l'APC ou de l'agence foncière varie entre 120, 180 ou 240 DA le mètre carré peut être revendu par l'acquéreur à 5 000 DA le mètre carré. Face à cette problématique, l'Etat a le devoir d'y mettre le holà. Très souvent, les bénéficiaires conservent leurs terrains acquis à des prix symboliques pour les revendre à des prix dix fois supé-

rieurs. Actuellement, l'agence foncière de Bordj-Bou-Arreridj a 446 lots de terrain à bâtir situés côté nord-est à proximité du stade du 20-Août. Le nombre de postulants est de l'ordre de 7 000 datant de 1995. Les citoyens se demandent quand est-ce que l'attribution de ces lots se concrétisera dans la transparence par tirage au sort et ce, pour rester dans le respect des lois et des valeurs de la société, et de facto barrer la route aux personnes qui veulent par des

raccourcis s'enrichir rapidement?

Or, une rumeur couve dans la cité, rapportant que 37 lots de terrain ont été déjà attribués sur 446 existants. Ce qui reste à vérifier. C'est pourquoi les citoyens se posent la question : qui seront les heureux bénéficiaires ? Ils demandent que leurs noms soient affichés auprès des institutions publiques : APC, daïra, wilaya, Agence foncière... pour lever les incompréhensions et les conflits.

Layachi-Salah-Eddine

ANNABA

Deux tentatives
de suicide en une journée

Un homme d'une quarantaine d'années a tenté de se suicider dimanche dernier en marchant sur la voie ferrée à la rencontre d'un train qui venait en sens inverse. L'homme s'était bandé les yeux et avançait d'un pas décidé voulant ainsi mettre fin à ses jours. Heureusement pour lui, des agents de sécurité l'ont aperçu et ont volé à son secours avant l'arrivée des éléments de la Protection civile qui l'évacuèrent vers l'hôpital Ibn-Rochd où il a été gardé en observation. Le soir de la même journée, vers 22h30, une jeune fille âgée de 28 ans a voulu s'immoler par le feu après s'être aspergée d'essence. Cela s'est passé sur la place Nouri-Hacène où heureusement des jeunes étaient là et lui ont sauvé la vie. Quelques minutes plus tard, elle a été hospitalisée à l'EHS Er-Razi. Selon des spécialistes, la malheureuse souffrait de troubles psychologiques.

M. Rahmani

MILA

BARRAGE DE BENI-HAROUN

Le dernier maillon
du transfert mis en place

Prévue pour la fin du mois de mars en cours — échéance avancée par le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal —, la mise en service des couloirs n° 1, 2 et 3 du transfert du barrage Béni-Haroun sera repoussée de quelques semaines, selon des sources concordantes. En effet, le seul maillon dans tout le procédé du transfert qui n'est pas encore terminé à 100% se trouve être le système anti-bélier de la fameuse station de pompage, située à Kikaya, près de Mila. Selon nos informations, cette station anti-bélier qui a fait couler beaucoup d'encre et nécessité plusieurs déplacements de hauts cadres du département de M. Sellal est en phase d'être achevée d'ici la fin de cette semaine, dans sa partie génie civil, car les équipements sont déjà sur place. Ainsi donc s'achève cette première phase du transfert de Béni-Haroun et place aux essais, à partir de la semaine prochaine, de tout le processus qui consiste en la station de pompage, la canalisation (transfert des eaux du barrage sur plus de 11 km), l'étalement

du bassin d'expansion de 20 000 m³ situé à Ain Tine et du barrage réservoir de Oued Athmania, d'une capacité de 33 millions de mètres cubes, de la station de traitement de Ain Tine, d'une capacité de 86 000 m³/j, destinée à alimenter en AEP 10 communes du nord de la wilaya de Mila, ainsi que celle de Oued Athmania d'une capacité de 300 000 m³/j destinée à alimenter Constantine et le sud de la wilaya de Mila (Cheighoum Laid, Oued Athmania, Teleghma, Oued Seguen et Tedjanet) de la conduite sur des centaines de kilomètres devant servir toutes les agglomérations prévues dans ces trois couloirs ainsi que les dizaines de réservoirs (châteaux-d'eau) réalisés à cet effet. En principe et au bout de quelques semaines d'essai et de mise en marche de tous les équipements de ce lourd projet, le barrage Béni-Haroun entrera en service définitivement vers le mois de mai, au plus tard juin, en attendant les autres phases pour atteindre les wilayas de Batna, Khenchela et Oum-El-Bouaghi. A. Mhaïmoud

GUELMA

La ville croule sous les ordures

Les citoyens clament à l'unisson que le chef-lieu de wilaya est devenu un dépôt où à ciel ouvert puisque tous les secteurs de la ville offrent un spectacle épouvantable et cauchemardesque. De toute évidence, les élus locaux ont renié les promesses faites durant la campagne électorale. La ville de Guelma n'a jamais atteint un tel état de saleté, d'abandon et de déliquescence et en dépit des cris de désespoir des administrés, la situation empire au fil des semaines. Aucune action d'assainissement n'a été entreprise par la municipalité qui n'est pourtant plus minée par des querelles intestines et partisanes suite au limogement du maire en novembre 2005 et à la désignation d'un intérimaire par la tutelle.

Le service de ramassage des ordures ménagères, totalement désorganisé, souffre de carences caractérisées, comme l'attestent les tas de détritus, de sachets, éventrés, de gravats qui jonchent les rues, les trottoirs, les squares, les terrains vagues... Le balayage des rues a disparu des moeurs pour des raisons obscures et les fameux sachets en plastique se sont imposés dans l'environnement qu'ils enlaidissent. Les cités Ain Defla A, B et C, Gahdour Taher, Champ-de-Manœuvre, Agabi, 8-Mars, les Frères-Rahabi et tant d'autres présentent un visage apocalyptique : rues sales, égouts éventrés, terrains vagues hideux, monticules d'ordures, odeurs nauséabondes, animaux errants, fuites d'eau, moustiques, etc.

Le centre-ville n'est pas épargné par les fléaux qui sont accentués par la prolifération des vendeurs à la sauvette, les trottoirs squattés, sans parler de la nuisance sonore, le manque d'hygiène au sein du grand marché couvert du boulevard du Volontariat, la multiplication des malades mentaux souvent agressifs... Seule une opération d'envergure, à laquelle seront associés d'énormes moyens humains et matériels, pourra réhabiliter la ville de Guelma.

La population attend ce déclic salvateur car la situation est alarmante.

B. A.